



Le dimanche 16 novembre 2014

AMM préoccupée par la situation des dissidents Iraniens au camp *Liberty*

Le 10 novembre 2014- « L'Association Médical Mondiale » (AMM) a fait part de sa grande préoccupation concernant « l'état de santé inquiétant » des dissidents iraniens résidant au camp Liberty en Irak et a demandé au Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, de prendre des mesures immédiates pour assurer que les résidents de ce camp ont un accès complet à des établissements médicaux appropriés. [Lire la lettre](#)

Fondée en 1947 et basée à Paris, l'AMM cherche à faire respecter les normes internationales les plus élevées en matière de préservation de l'éthique médicale et d'accès de tous les peuples du monde aux soins de santé.

On lit dans le communiqué de L'AMM sur le sujet:

L'Association Médicale Mondiale a exprimé auprès de Premier ministre irakien son extrême préoccupation concernant « les conditions de santé inquiétantes » dans le camp Liberty, un ancien camp militaire américain situé près de Bagdad et actuellement utilisé pour abriter les membres d'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran qui résidaient auparavant au camp d'Achraf.

Dans une lettre remise au premier ministre, l'Honorable Dr Haider al-Abadi, le Président de l'AMM, le Dr Xavier Deau, écrit : « Selon les témoignages et les rapports des organisations de défense des droits de l'Homme, les droits fondamentaux de 2700 habitants, notamment l'accès aux médecins et aux médicaments, la confidentialité des relations entre le médecin et le patient ou le droit du patient d'être accompagné en cas de besoin par une interprète ou par une infirmière, sont fréquemment violés.

« En outre, il a été rapporté que dans de nombreux cas, les patients ont été privés d'accès à l'hôpital et à des médicaments, les rendez-vous médicaux des patients ont été annulés, les transferts des patients vers les hôpitaux ont été retardés et les patients se sont vus refusés des autorisations pour se déplacer à l'extérieur du camp pour recevoir des traitements médicaux. Ces obstructions répétées ont provoqué une détérioration rapide de l'état de santé de plusieurs patients au camp Liberty et même le décès d'un certain nombre d'entre eux. »

Le Dr Deau a poursuivi : « Nous sommes extrêmement préoccupés par cette situation qui révèlent des violations flagrantes des principes de l'éthique médicale et des standards en matière des droits de l'Homme. Le droit de toute personne de bénéficier du meilleur état de santé physique et mentale est un élément fondamental des droits mentionnés dans l'article 14 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux que l'Irak a ratifié en 1971.

« Nous exhortons les autorités irakiennes à respecter leur engagement et à prendre les mesures urgentes afin d'assurer aux résidents du camp Liberty un accès sans restriction aux établissements de santé appropriés, à l'intérieur ou à l'extérieur du camp. Il est également fondamental que le personnel médical puisse travailler avec l'assurance que les principes de l'éthique médicale, tels que la confidentialité, sont entièrement respectées sans aucune réserve ».



Officiers irakiens bloquent le départ de 5 malades du camp *Liberty* à l'hôpital



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



Le 12 novembre 2014 - Des officiers irakiens ont empêché deux patientes de se rendre à l'hôpital sous prétexte que les malades ne peuvent se rendre que dans un seul hôpital. Elles devaient subir chacune une opération aux yeux. C'est la seconde fois cette semaine que le rendez-vous en chirurgie d'une de ces malades est annulé et qu'elle est empêchée de se rendre à l'hôpital.

Le même jour, les officiers ont aussi empêché des interprètes d'accompagner trois malades, obligeant les malades à consulter à l'hôpital sans traducteur.

Le 11 novembre, des officiers irakiens avaient empêché trois habitantes malades de Liberty de se rendre à l'hôpital où elles avaient rendez-vous. Ils avaient aussi empêché deux patients atteints du cancer d'être accompagnés de leurs interprètes. Les malades avaient dû se rendre à l'hôpital sans traducteur ce qui leur a causé de nombreux problèmes.

Déjà entre les 3 et 8 novembre, les forces irakiennes avaient empêché des malades de se rendre à l'hôpital sous de faux prétextes. De cette manière des dizaines d'habitants ont vu annuler les rendez-vous qu'ils avaient obtenus avec de grandes difficultés.

Ces restrictions sont imposées au moment où 53 habitants attendent d'être opérés des yeux mais n'ont pas pu se rendre à l'hôpital en raison des obstacles posés par les forces irakiennes.

Camp Liberty : chariots élévateurs bannis depuis cinq mois

Le 13 novembre 2014 - Depuis cinq mois les forces irakiennes refusent de donner aux habitants leurs propres chariots élévateurs pour leurs tâches quotidiennes, les forçant à déplacer des charges lourdes à mains nues ou à dos d'hommes. A cause de cette mesure inhumaine, de nombreux habitants souffrent du dos et des bras et de graves maladies orthopédiques.



En 2012, lors du transfert des Achrafiens à Liberty, les forces irakiennes ont bloqué l'envoi de dizaines de chariots-élévateurs des habitants à Liberty. A la suite des vives protestations des habitants et de leurs représentants, le 21 avril 2012, le représentant spécial de l'ONU a déclaré officiellement aux habitants que le gouvernement irakien leur donnerait trois chariots ; promesse jamais tenue.

En novembre 2012, à la suite de requêtes incessantes, un accord trilatéral avait été conclu entre la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI), les habitants du camp et le gouvernement irakien : deux chariots élévateurs avaient été transférés d'Achraf au camp Liberty. Les forces irakiennes ne leur avaient pas donné ces chariots et les avaient conservés au poste de police. Les habitants devaient les avoir dans la journée et les ramener après le travail. Or dès le départ, les officiers irakiens ont posé des obstacles, et ne leur ont permis de les utiliser qu'une fois tous les quelques jours.

Mais cela fait maintenant cinq mois que malgré toutes les requêtes quotidiennes, les forces irakiennes refusent de donner les chariots élévateurs aux habitants. Priver la population du camp de ces chariots au 21e siècle signifie uniquement lui imposer une torture physique et psychologique.